

# Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux au FSM de Dakar

jeudi 10 février 2011, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2011).

Nous, réunies et réunis lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2011 à Dakar affirmons l'apport capital de l'Afrique et de ses peuples dans la construction de la civilisation humaine. Ensemble, les peuples de tous les continents mènent des luttes pour s'opposer avec la plus grande énergie à la domination du capital, cachée derrière des promesses de progrès économique et d'apparente stabilité politique. La décolonisation des peuples opprimés reste pour nous, mouvements sociaux du monde entier, un grand défi à relever.

Nous affirmons notre soutien et notre solidarité active aux peuples de Tunisie, d'Égypte et du monde arabe qui se lèvent aujourd'hui pour revendiquer une véritable démocratie et construire un pouvoir populaire. De part leurs luttes, ils montrent la voie d'un autre monde débarrassé de l'oppression et de l'exploitation.

Nous réaffirmons avec force notre soutien aux peuples ivoirien, d'Afrique et du monde dans leurs luttes pour une démocratie souveraine et participative. Nous défendons le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Au sein du processus FSM, l'Assemblée des mouvements sociaux est l'espace où nous nous réunissons avec notre diversité, pour construire nos agendas et luttes communes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et toute forme de discrimination.

A Dakar, nous célébrons les 10 ans du premier Forum qui s'est tenu à Porto Alegre en 2001. Au cours de cette période, nous avons construit une histoire et un travail communs qui a permis certaines avancées, notamment en Amérique latine, où nous avons réussi à freiner des alliances néolibérales et concrétiser plusieurs alternatives pour un développement socialement juste et respectueux de la nature.

Au cours de ces 10 ans, nous avons également assisté à l'explosion d'une crise systémique qui s'est déclinée en crise alimentaire, environnementale, financière et économique, et qui a donné lieu à l'accroissement des migrations et déplacements forcés de populations, de l'exploitation, de l'endettement, des inégalités sociales.

Nous dénonçons le rôle des acteurs du système (banques, transnationales, grands médias, institutions internationales,...) qui, à la recherche du profit maximum, continuent leur politique interventionniste via des guerres, des occupations militaires, des supposées missions humanitaires, la création de bases militaires, le pillage des ressources naturelles, l'exploitation des peuples, la manipulation idéologique. Nous dénonçons également la cooptation qu'ils exercent à travers le financement de secteurs sociaux servant leurs intérêts, et leurs pratiques assistentialistes qui génèrent la dépendance.

Le capitalisme détruit la vie quotidienne des populations. Mais, chaque jour naissent de nombreuses luttes pour la justice sociale, pour éliminer les dégâts du colonialisme et pour que toutes obtiennent une qualité de vie digne. Nous affirmons que nous, les peuples, ne devons plus payer

pour leur crise et qu'il n'y a pas d'issue à cette crise au sein du système capitaliste. Réaffirmant la nécessité de construire une stratégie commune de lutte contre le capitalisme, nous, mouvements sociaux :

Nous luttons contre les transnationales parce qu'elles soutiennent le système capitaliste, privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales. Les transnationales promeuvent les guerres, par le biais de l'engagement d'entreprises privées et mercenaires et de la production d'armes, reproduisent des pratiques extractivistes nuisibles à la vie, accaparent nos terres et développent des semences et aliments transgéniques qui enlèvent aux peuples le droit à l'alimentation et détruisent la biodiversité.

Nous exigeons la souveraineté des peuples dans la définition de leur mode de vie. Nous exigeons la mise en place de politiques qui protègent les productions locales, donnent une dignité aux tâches agricoles et conservent les valeurs ancestrales de la vie. Nous dénonçons les traités néolibéraux de libre échange et exigeons la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

Nous continuons à nous mobiliser pour l'annulation inconditionnelle de la dette publique de tous les pays du Sud. Nous dénonçons également, dans les pays du Nord, l'utilisation de la dette publique pour imposer aux peuples des politiques injustes et anti-sociales.

Mobilisons nous massivement à l'occasion des réunions des G8 et G20 pour dire non à ces politiques qui nous traitent comme des marchandises !

Nous luttons pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire. Le réchauffement global est un produit du système capitaliste de production, distribution et consommation. Les transnationales, les institutions financières internationales et les gouvernements à leur service ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Nous dénonçons le « capitalisme vert », et refusons les fausses solutions à la crise climatique comme les agrocarburants, les organismes génétiquement modifiés et les mécanismes de marché de carbone, comme le REDD, qui font miroiter aux populations appauvries des progrès, tout en privatisant et transformant en marchandises les forêts et territoires où ces populations ont vécu pendant des millénaires.

Nous défendons la souveraineté alimentaire et l'accord atteint pendant le sommet des peuples contre le changement climatique qui s'est tenu à Cochabamba, où des véritables alternatives à la crise climatique ont été construites avec les mouvements sociaux et organisations du monde entier.

Mobilisons nous, tous et toutes, en particulier sur le continent africain, pendant le COP 17 à Durban en Afrique du Sud et à « Rio +20 » en 2012, pour réaffirmer les droits des peuples et de la nature et arrêter l'accord illégitime de Cancun.

Nous défendons l'agriculture paysanne qui est une solution réelle à la crise alimentaire et climatique et signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent. Pour cela, nous appelons à une grande mobilisation pour stopper l'accaparement des terres et appuyer les luttes paysannes locales.

Nous luttons contre la violence envers les femmes qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes quand elles sont criminalisées parce qu'elles participent activement aux luttes sociales. Nous luttons contre la violence domestique et sexuelle qui est exercée sur elles quand elles sont considérées comme des objets ou marchandises, quand leur souveraineté sur leur corps et leur spiritualité n'est pas reconnue. Nous luttons contre la traite des femmes, des filles et garçons. Mobilisons-nous tous ensemble, partout dans le monde, contre les violences faites aux femmes. Nous défendons la

diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes.

Nous luttons pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires.

Les puissances impérialistes utilisent des bases militaires, pour provoquer des conflits, contrôler et piller les ressources naturelles, et promouvoir des initiatives antidémocratiques comme ils l'ont fait avec le coup d'Etat au Honduras et l'occupation militaire en Haïti. Ils promeuvent guerres et conflits comme ils le font en Afghanistan, Irak, république démocratique du Congo et beaucoup d'autres pays.

Nous devons intensifier la lutte contre la répression des peuples et la criminalisation de leurs luttes et renforcer les liens de solidarité entre les peuples comme le mouvement international de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël. Notre combat se dirige également contre l'OTAN et pour l'élimination de toutes les armes nucléaires.

Chacune de ces luttes implique une bataille des idées dans laquelle nous ne pouvons avancer sans démocratiser la communication. Nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, à partir des peuples et pour les peuples, et avec la participation fondamentale des jeunes, femmes, paysans et peuples autochtones.

L'assemblée des mouvements sociaux appelle les forces et acteurs populaires de tous les pays à développer deux actions de mobilisation, coordonnées au niveau mondial, pour contribuer à l'émancipation et l'autodétermination des peuples et pour renforcer la lutte contre le capitalisme.

Nous inspirant des luttes des peuples de Tunisie et d'Égypte, nous appelons à ce que le 20 mars soit un jour international de solidarité avec le soulèvement du peuple arabe et africain, dont les conquêtes renforcent les luttes de tous les peuples : la résistance du peuple palestinien et sahraoui, les mobilisations européennes asiatiques et africaines contre la dette et l'ajustement structurel, et tous les processus de changement en cours en Amérique latine.

Nous appelons également à une journée d'action globale contre le capitalisme le 12 octobre, où, de toutes les manières possibles, nous exprimerons notre refus d'un système qui est en train de détruire tout sur son passage.

Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste ! Nous vaincrons !

11 février 2011

---